

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19788 - 76ÈME ANNÉE

## Nouvelle illustration du retard pris par La Réunion

### Victoire sur la pauvreté en Chine : un bon travail communiste

Jeudi dernier, le secrétaire général du Parti communiste chinois a annoncé que son pays avait éradiqué la pauvreté absolue. Au cours des 8 dernières années, près de 100 millions de personnes ont vu leur situation s'améliorer de manière substantielle qu'elles ne sont plus considérées comme pauvres. Sur une période de 40 ans, ce sont 770 millions de Chinois qui sont sortis de la pauvreté. Ce nombre équivaut à la population de l'Union européenne et des Etats-Unis, soit la majeure partie des Occidentaux. C'est aussi près de 10 % du nombre d'êtres humains sur Terre. Ces comparaisons donnent une idée du défi qui a été relevé.

#### Une raison d'être d'un Parti communiste

Si la Chine a réussi à vaincre la grande pauvreté, c'est le résultat d'une volonté politique. Jusqu'au milieu du siècle dernier, la Chine était soumise à un régime colonial. Le Parti communiste a accédé au pouvoir en 1949. 30 ans plus tard, une ligne nouvelle a été choisie. Elle va permettre à la Chine de retrouver le rang de première puissance mondiale qu'elle occupait avant d'être envahie par les puissances occidentales et le Japon au 19e siècle. Cette politique s'est traduite notamment par l'émergence d'une classe moyenne et par un combat sans relâche contre la pauvreté.

On ne pouvait pas moins attendre de la part d'un Parti communiste. Rappelons que la raison d'être d'un Parti communiste est d'aller vers une société sans classe, où les besoins élémentaires de tous peuvent être satisfaits. « Au cours de la dernière décennie, l'objectif global de la démarche anti-pauvreté de la Chine a été de concrétiser les « deux assurances » et les « trois garanties », consistant à assurer aux populations rurales pauvres que leurs besoins alimentaires et vestimentaires seront satisfaits et à garantir qu'elles ont accès à l'enseignement obligatoire, aux services médicaux de base et à un logement sûr », rappelle une analyse de « Chine nouvelle ».

#### Pauvreté, corruption et achat de voix

La Réunion est aussi une ancienne colonie. L'objectif de la revendication de « Réunion département français » était d'en finir avec la misère causée par le régime colonial. Mais 76 ans après l'abolition du système colonial dans notre île, la pauvreté est toujours là.

C'est bien la preuve que la lutte contre la pauvreté n'est pas une priorité. En effet, la France est un des pays les plus riches du monde. Personne ne peut croire que ce pays n'a pas les moyens de sortir près de la moitié des Réunionnais de la pauvreté. En conséquence, le nombre de pauvres augmente tous

les jours à La Réunion, tout comme celui des travailleurs privés d'emploi.

La création d'un Parti communiste à La Réunion en 1959 était le fait d'un constat : Paris refusait d'appliquer la loi abolissant le statut colonial. Le PCR a alors fait l'objet d'une violente répression, car il voulait changer le système qui produisait de la pauvreté.

Or, comment développer une démocratie si près de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté, ce qui fait le lit de la corruption qui se manifeste encore par des achats de voix. Il est clair que le maintien d'une part importante de notre population dans la misère en arrange certains. Aussi n'est-il pas étonnant que de moins en moins de Réunionnais choisissent de participer aux élections, d'autant plus que ce système empêche les pauvres d'arriver au pouvoir. Même lors du premier tour des municipales, près de la moitié des électeurs a rejeté ce système.

La Chine est un pays en développement, elle a réussi à éradiquer la grande pauvreté. Qu'attendent donc les autorités responsables de cette question à La Réunion pour faire de même ?

**M.M.**

## Coronavirus et pénurie de lits de réanimation

# A propos du futur hôpital de Mayotte : ce n'est pas le jour de la chasse qu'on achète le chien

Mes amis, je n'ai pas cessé depuis un an, dans *Témoignages*, comme d'autres dans d'autres médias de réclamer un hôpital militaire à Mayotte. Je me suis étonné depuis le premier jour de l'inégalité de traitement entre les territoires de l'outre-mer et ceux qui se trouvent au sein de La France... Apparemment ce qui est faisable et a été fait à Mulhouse posait problème à Mayotte je me suis toujours dit qu'un pays, comme La France, qui a pris la responsabilité de violer le droit international de la décolonisation devait au moins équiper le pays objet de sa convoitise dans tous les domaines dont celui de la santé.

Chacun sait que Mayotte est sous équipée notamment sur le plan santé et que la création d'un nouvel hôpital relevait d'une urgence vitale pour le territoire. Pour résoudre cet épineux problème sans trop dépenser, le gouvernement

avait décidé-malgré les conditions qui sont celles que l'on connaît - d'organiser les évacuations sanitaires sur La Réunion, une île comme Mayotte avec de meilleurs équipements mais le signal d'alarme avait été tiré notamment ces dernières semaines par la maire de Saint-Denis qui – comme beaucoup de gens – sentait venir nos ennuis.

La revendication du montage d'urgence d'un hôpital militaire devenait une obligation vitale pour les Mahorais et pour nous Réunionnais... Ces jours derniers nous avons appris qu'un hôpital militaire était en construction à Mayotte : du personnel de la sécurité civile a été acheminé sur le territoire ces dernières heures. Dommage que nous ne soyons pas les Chinois capables d'ériger un grand hôpital en 15 jours. Souhaitons que cette structure soit achevée, et mise en service, avant que La Réunion et ses hôpitaux ne

soient dans l'impasse totale et Mayotte dans une situation de hors contrôle de la maladie.

Pendant ce temps les évacuations sanitaires sur La Réunion continuent jusqu'à quand ? On ne sait pas encore. On peut se féliciter de l'ouverture prochaine de cet hôpital supplémentaire à Mayotte, mais d'orzs et déjà il est bon de rappeler au gouvernement que ce n'est pas le jour de la chasse qu'on achète le chien. Un précepte de sagesse pour un gouvernement et des services de l'État qui en manquent cruellement.

**Georges Gauvin**

## « La brèze k'i dor dsou la sann lé riskab bril la mézon » In kozman pou la rout

Médam, zé Mésyé, la sosyété kozman mwin la mark an-o la sa in proverb l'Afrik, mé konm zot i koné sak lé vré mé laba i pé z'ète vré issi galman, sansa dann i n'ot landroi. Sans prop sa lé vré pars majine in kou si lo van i souf, épi si zétinsèl i vol, in kaz é riskab alé an flam épi an fimé. Mé kozman-la néna galman in sans figuré, sa lé valab galman pou la sosyété. Kan i ramass in kan tité la kolère, momandoné i pète é i fé kisoï in rév olisyon, kisoï in révolt lé pa touzour possib konète lo tonan épi lo zabouissan : issi La Rényon ni koné sa kann out péi la flanb pou in télé sansa pou d'ote zafèr ankor. Néna sa dann « mon ile » in gayar shanson Jacqueline Farreyrol, noute bann léktèr i doi konète sirman é si i koné pa lé pa tro tar pou fé la konéssans. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé.

## Océan Indien zone de paix

# Mobilisation contre le projet de base militaire à Agalega

Suivant le précédent de l'installation de la base de Diego Garcia, d'autres pays souhaitent louer des îles pour y installer des armes de destruction massive. C'est le cas de l'Inde qui négocie avec le gouvernement de Maurice la transformation d'Agalega en nouveau Diego Garcia. Le 22 février dernier, une manifestation contre ce projet a eu lieu devant le siège de la Primate.

Océan Indien zone de paix : cette revendication est plus que jamais d'actualité avec la menace de création de nouveau Diego Garcia. Rappelons que pour la construction de cette base d'agression louée par le gouvernement des États-Unis à son homologue du Royaume-Uni, la totalité des habitants de l'archipel ont été déportés à Maurice et aux Seychelles. Par ailleurs, le Royaume-Uni avait séparé les Chagos de Maurice quelques années avant la décolonisation. Ce dernier aspect a fait l'objet d'une résolution de l'ONU sur la base de l'avis de la Cour internationale de Justice de La Haye : le Royaume-Uni doit déguerpir et rendre à Maurice l'administration des Chagos tout en facilitant le retour des Chagossiens dans leur pays.

Les Occidentaux ne sont pas les seuls à vouloir entretenir une base militaire dans notre région, alors

qu'aucun peuple de l'océan Indien n'est en guerre ! L'Inde est dirigée par un gouvernement d'extrême droite. Son idéologie est très nationaliste et l'Inde a développé la bombe atomique. Par conséquent, ce gouvernement cherche des bases pour déployer son armée dans la région. Il s'est tourné vers les Seychelles et Maurice.

Agalega, sous souveraineté mauricienne, fait donc partie du deal proposé par Maurice à son principal partenaire économique et politique. Les travaux ont déjà commencé, et grande est la crainte de la population de se voir déposédée de ses terres.

Comme aux Seychelles, la résistance contre ce projet de base militaire s'organise. Le 22 février, une manifestation s'est déroulée sous les fenêtres du Premier ministre. Bruneau Lauret, animateur bien connu du mouvement social, était parmi les participants.

Le 3 août 2019, le Forum politique des îles, seule organisation politique régionale comptant les Chagos parmi ses membres, avait adopté une résolution allant dans le sens de la démilitarisation de notre région :

**« Le Forum Politique des Îles, réuni les 2 et 3 août à Madagascar, exprime ses plus vives préoccupations devant les volon-**

**tés manifestes de militariser nos îles, soient par des installations permanentes, soit par la circulation de forces navales.**

**Nous sommes des peuples pacifiques. Nos enfants ont besoin d'une nourriture saine et auto-produite, d'une éducation efficace. Ils désirent vivre en bonne santé physique et morale. Pour cela, ils n'ont pas besoin de bases militaires ni de forces armées.**

**Aussi, dans un souci de transparence, le Forum des Îles demande à l'ONU de faire respecter par l'ensemble des signataires la Résolution N° 2832 de 1971 faisant de l'océan Indien, une « Zone de Paix ». Il serait donc normal que l'ONU exige des États le contenu préalable des Traités. »**

Cette résolution rappelle que « nous sommes des peuples pacifiques », et donc que les bases militaires de puissances étrangères doivent disparaître pour que l'océan Indien soit une zone de paix.

**M.M.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

# Oté

## Léskandal lo chlordéconne dann bann zantiye

Néna in n'afèr mwin la touzour trouv sa drol é mi domand amwin souvan dé foi pou kossa i désside in n'afèr konmsa. Kossa mi vé dir mwin-la ? Sinplomman ké mi trouv drol pou kossa kan in laboratoire i fé in médikaman i fo in paké d'zèssé é kan i donn lotorizasyon tazantan dizan la fine spassé dopi linvansyon. Mi konpran, i fo pran prékosyon pangar bann zéfé imprévi, donk sé in bon prékosyon... sof ké dé foi lo tan lé pa sifizan é lé blijé arête ansèrv lo médikan. Mé alor, pou kossa i ansèrv in produi « fitosanitère » pou lagrikiltir kaziman toutsuite pou toutesuite. Pars in koté sé pou lo bann zimé é l'ote koté sé pou bann plante, tazantan pou bann zanimo, donk i pé dir sé in lésplikasyon lé valab... Lé valab ? Pou sak i oi pa pli loin ké zot b outné. Pars i ariv tazantan ké lo produi néna in léfé inatandi é l'afèr I vir an vré katastrof...

Lo list lé riskab d'ète longue mé pou zordi ni pé anparl lo Chlordéconne : in n'afèr k'i romonte é zordi ankor bann martiniké épi bann gwadloupéin i arête pa pran lo shok ék sa. Chlordéconne sa sé in produi la aparète l'ané 1968 par-la é son rol lété pou konbate in zinsèk i apèl charançon dann karo banane... Chlordéconne sa lé fé par i lizine dann l'amérik mé komansman-mèm sa la poz problème pars bann savan l'avé in doute déssi son léfé réèl shé d'moun. Mi vé anparl léfé non vouli bien antandi... Si tèlman bann plantèr banane la fé lo forsing, gouvèrnman fransé la suiv azot. L'ané 1972 gouvèrnman la done lotorizasyon ansèrv produi-la kaziman san prékosyon

pou in an épi la prplonz par dè foi ziska l'ané 1993 mèm ké li lété défandi dann d'ote péi.

Aprés, kan toute péi la défand ansèrv ali, La frans la donn lotorizasyon ziska l'ané 1993 pou ansèrv sa dann bann Zantiy. L'èrla gouvèrnman la fé lo malèr bann zantiyé. Pou kossa ? Pars lo produi lété toksik vèye pa koman é son konsékans dssi bann zadilt lété grav. Grav ossi dsi la tèr anpoizoné, grav dsi bann sours, grav pou bann poisson, grav ankor pou toute bann zanimo kissoi sovaz kissoi dann lélvaz é biensir bann konsomatèr zot mèm la sibi bann konsékans : Lo nonb kansèr la prostate la doublé par raport d'ote péi é la tèr d'aprè sak i di lé anpoizoné pou kat san zané ziska sète san zané. Bann zanfan ossi la pran lo shok vi ké zot kapasité pou aprann la diminyé – arzoute èk sa in bann mové konsékans zot i pé oir dsi l'internet.

Prob lèm zordi : koman i sava dézanpoizone dolo, la tèr, la mèr ? Kissa i sava dédomaz bann moun lé ataké zordi... Pli pir, zordi bann tribinal lé paré pou dédoine l'éta, pou dir lo tan bann prosé la fine passé. Ala pou kossa samdi bann martiniké épi bann gwadloupéin la manifèst pars zot i san bien gouvèrnman épi son zistiss l'aprè prépar in mov ékou konte bann viktime.L'afèr lé a suiv pars lé possib anpliss léskandal la fine arivé, lé risikab ariv in léskandal zidisyère so kou issi.

*Justin*